

Science **et** technique

Revue burkinabè de la recherche

Lettres, Sciences sociales et humaines

Spécial hors-série n° 5 — Janvier 2020 — ISSN 1011-6028

Symposium International sur la Science et la Technologie
14 au 18 octobre 2019, Ouagadougou



**Numéro spécial
29 articles**

Centre national de la recherche scientifique et technologique
03 B.P. 7047 Ouagadougou 03 – Burkina Faso

Science et technique

Revue semestrielle de la recherche, éditée par le
**Centre national de la recherche scientifique
et technologique (CNRST)**

Série Lettres, Sciences sociales et humaines

Spécial hors-série n° 5
Janvier 2020

Prix : 3 000 FCFA

Institut des Sciences des sociétés (INSS)
03 B.P. 7047 Ouagadougou 03 Burkina Faso
inss@fasonet.bf



Directeur de publication : NEBIE Roger Honorat Charles

Directeur adjoint de publication : KIBORA Ludovic O.

Comité de publication

Président : YAMEOGO Georges

Editeur scientifique : HALPOUGDOU Martial

Maquettistes : ZABRE/COMPAORE Haoua et KABORE/KAFANDO G. Annick

Secrétaire de rédaction : KABORE Moustapha

Comité de rédaction de la série

Coordonnateur : ZERBO Roger

Rédacteur en chef : COMPAORE Maxime
Tél : 00 226 70 26 06 93
E-mail : compaore@yahoo.fr

Rédacteur en chef adjoint : NANA Firmin

Membres

KABORÉ S. Luc, Sociologie éducation, INSS

OUATTARA Ardjouma, Sociologie urbaine

OUÉDRAOGO Alain, Linguistique, INSS

PARÉ Cyriaque, Anthropologie, INSS

TRAORÉ Bakary, Histoire, INSS

Comité Scientifique du Symposium International sur la Science et la Technologie (SIST 2019)

AZOUMA Ouézou, Maître de conférences en mécanisation agricole

BAMA Bapio Rosaire, Professeur titulaire en Littérature et civilisation allemandes

BARRO Nicolas Professeur Titulaire Biochimie-Microbiologie/Virologie

BATIONO Babou André, Maître de Recherche en Biologie et Ecologie végétales

BATIONO Jean-Claude, Professeur titulaire en Didactique des langues et des cultures

BOUGOUMA Moussa, Maître de Conférences en Chimie Physique et Electrochimie

BOUGOUMA Valérie, Maître de conférences en Biologie animale

BOUSSIM Issaka Joseph, Professeur titulaire en Botanique et Ecologie

COMPAORE Halidou, Chargé de recherche en Ecologie/Management des ressources naturelles

COMPAORE Maxime Maître de recherche en Sciences de l'éducation

DABIRE Rock, Directeur de recherche en Entomologie médicale

DIARRA Mahamoudou, Maître de conférences agrégé en économie

DRABO Maxime, Directeur de recherche en Santé Publique

GLITOH A. Isabelle, Professeur titulaire en Entomologie

GOMGNIMBOU Mustapha, Directeur de Recherche Histoire

GUISSOU Innocent Pierre, Professeur titulaire en Pharmacologie-Toxicologie

HALPOUGDOU Martial, chargé de recherche en Histoire

HOUNHOUGAN D. Joseph, Professeur en Science des aliments

KABORE/SAWADOGO Séraphine Chargée de recherche en Télédétection
 KIBORA Ludovic, Maître de recherche en Anthropologie, Ethnologie
 KINI Félix, Maître de recherche en Chimie organique
 KOMI-KOSSI TITRIKOU Emmanuel, Professeur titulaire en Anthropologie
 KOUANDA Séni, Directeur de recherche en épidémiologie, Santé Publique
 KOULIDIATI Jean, Professeur titulaire en physique
 LE BLANC Jean Marc, Directeur de recherche en Génétique
 LOMPO Marius, Maître de recherche en pharmacologie
 MAÏGA Eugénie, Maître de conférences agrégée en économie
 NAKOULMA Goama, Maître de recherche en géographie
 NANEMA Emmanuel, Maître de Recherche en Energie solaire
 NEBIE Roger Ch. H., Directeur de Recherche en Chimie organique
 NIANGADO Oumar, Directeur de Recherche en Génétique
 OUATTARA Frédéric, Professeur titulaire en physique, héliophysique
 OUEDRAOGO Jean Bosco, Directeur de Recherche en Parasitologie médicale
 OUEDRAOGO Mahamadou Lamine, Maître de conférences en Sciences du langage
 OUEDRAOGO Moussa, Docteur en Génétique Forestière
 OUEDRAOGO Sylvain, Directeur de recherche en Pharmacologie
 OUEDRAOGO Souleymane, Maître de recherche en Economie agricole
 PALM Jean-Marc D., Directeur de Recherche en Histoire,
 QUENUM Laurent, Docteur en communication.
 SANOGO Oumar, Maître de Recherche en Physique
 SANON Hadja Oumou, Maître de Recherche en Productions animales
 SAWADOGO Louis, Directeur de recherche en Biologie et Ecologie végétales
 SAWADOGO/LINGANI Hagrétou, Directrice de recherche en Biologie/Microbiologie
 SAWADOGO Poussi, docteur en Diplomatie, Relation internationale
 SEDOGO P. Michel, Directeur de Recherche en Agropédologie
 SEREME Paco, Directeur de Recherche en Phytopathologie
 SOMBIE Issaka, Professeur titulaire en Santé publique
 SOMDA Irénée, Professeur titulaire en Phytopathologie
 SOME Yélézouomin Stéphane Coentint, Maître de conférences en géographie
 TINTO Halidou, Directeur de recherche en Parasitologie
 TOGUYENI Aboubacar, Professeur titulaire en Agronomie/Biologie
 TRAORE Hamidou, Directeur de Recherche en Malherbologie
 TRAORE Kalifa, Professeur titulaire en mathématique, science de l'éducation
 TRAORE Mamoudou, Maître de recherche en Sciences du sol
 YAMEOGO Georges, Maître de recherche en Agroforesterie
 ZEBBA Augustin, Chargé de recherche en nutrition
 ZERBO Adama, Expert en propriété industrielle
 ZERBO Roger, Chargé de recherche en sociologie, Anthropologie de la santé
 ZIDA Didier, Chargé de Recherche en Ecologie végétale

Comité de lecture de la série

HIEN Pierre Claver, Histoire, INSS
 KABORÉ Oger, Musicologie INSS
 KIBORA Ludovic O., Anthropologie, INSS
 KIÉMA Alfred, Littérature Université de Ouagadougou
 KONKOBO/KABORÉ Madeleine, Sociologie éducation, INSS
 LOMPO Marius, Santé, IRSS
 NANÉMA Emmanuel, énergétique, IRSAT
 NÉBIÉ Bétéo, Linguistique, INSS
 NIKIÉMA Aude, S.I.G., INSS
 OUATTARA Vincent, Culturologie, Université de Koudougou
 OUÉDRAOGO Adama, Civilisation arabe, INSS
 SALO Samuel, Histoire, Université de Ouagadougou

SANGARÉ Ali, Sociologie urbaine, INSS
SISSAO Alain Joseph, Littérature africaine, INSS
TRAORÉ Hamidou, Agriculture, INERA

Comité scientifique de la série

BALIMA Serge Théophile, Professeur titulaire Communication, Université de Ouagadougou
BATIONO Jean-Claude, Maître de conférence Littérature germanique, Université de Koudougou
BAZÉMO Maurice, Maître de conférence Histoire, Université de Ouagadougou
BISSIRI Amadou, Professeur titulaire Littérature anglophone, Afrique du Sud
FONKOUA Romuald, Professeur titulaire Littérature francophone, Paris 1
GAYIBOR Nicoué, Professeur titulaire Histoire, Université de Lomé
GOMGNIMBOU Mustapha, Directeur de Recherche Histoire, INSS
GUISSOU Basile Laetare, Directeur de Recherche Sociologie politique, INSS
IDIATA Franck, Professeur titulaire Psycholinguistique, CNARS/Gabon
IROKO Félix, Professeur titulaire Histoire, Université, Cotonou
KANDJI Mamadou, Professeur titulaire Littérature anglophone, Université Cheik A. D.
KATJA Werthmann, Professeur titulaire Anthropologie, Allemagne
KIBORA O. Ludovic, Maître de Recherche Anthropologie, INSS
KIÉDRÉBÉOGO Gérard, Directeur de Recherche Sociolinguistique, INSS
NAPON Abou, Professeur titulaire Sociolinguistique, Université de Ouagadougou
OUÉDRAOGO Jean-Baptiste, Directeur de Recherche Anthropologie, INSS
PALM D. Jean-Marc, Maître de Recherche Histoire, INSS
SANOGO Mamadou Lamine, Directeur de Recherche Sociolinguistique, INSS
SAWADOGO Mahamadé, Professeur titulaire Philosophie, Université de Ouagadougou
SAWADOGO Filga Michel, Professeur titulaire Droit, Université de Ouagadougou
SISSAO Alain Joseph, Directeur de Recherche Littérature africaine, INSS
THIOMBIANO Taladia, Maître de conférence Economie, Université de Ouagadougou
VALÉA Tendaogo, Maître de conférence Science de l'éducation, Université de Koudougou
YONABA Salif, Maître de conférence Droit, Université de Ouagadougou

Abonnement-Distribution : DIST/DGA-V/CNRST, 03 B.P. 7047 Ouagadougou 03

Rédaction et administration : Comité de rédaction, INSS

03 B.P. 7047 Ouagadougou 03

Tél : (226) 25 35 55 94/95/ 25 35 88 68 Fax : (226) 25 35 55 96

Impression

Tirage : numéro tiré à 250 exemplaires.

Sommaire

CHAFFRA A. Sylvestre, AGBON A. Cyriaque, TCHIBOZO Éric A.M. Cartographie par télédétection des Acadjas une technique de pêche illicite sur le lac Nokoue au Bénin	11
ANDON N'Guessan Simon, OURA Kouadio Raphaël, ASSOUMAN Serge Fidèle et DJAH Akissi Gisèle Gouvernance foncière en forêt protégée domaniale périurbaine : Cas de la forêt classée du Mont-Korhogo (Côte d'Ivoire).....	31
Bokosso Anicet N'Goran GABÉ, Pierre FAURET, Djakaridja BERTÉ, Dramane KABA, Vincent JAMONNEAU, Mathurin KOFFI, Bamoro COULIBALY, Débora KROUBA, Aboubacar OUATTARA, Colette KOUAKOU, Bi Tozan ZAH, Fabrice COURTIN Dynamique de population à la lisière du parc national de la Comoé (Nord-Est de la Côte d'Ivoire) et risque d'exposition à la trypanosomiase africaine	45
TCHEDÉ Michel Aloukou, BACO Mohamed Nasser, EGAH Janvier Migrations rurales et nouvelles configurations spatiales au Nord Bénin. Cas de la commune de Tchaourou	63
BACO Mohamed Nasser Perceptions, représentations sociales et stratégies de gestion des inondations par les agriculteurs dans la Vallée du Niger	77
Idrissou BAKO, Chérifatou SINAGNISSIRE, Ismail MOUMOUNI, Mohamed N. BACO Justice dans la gestion des ressources naturelles et changements sociaux en milieu agropastoral au Bénin	95
Nadège COMPAORE épouse BAMBARA Analyse critique de l'environnement réglementaire de la gestion des ressources en eau au Burkina Faso	115
Djamilou OURO – AGORO L'émigration des Temba (Togo) vers le Nigeria 1970-1983	137
EGAH Janvier, BACO Mohamed Nasser, AKPONIKPE P. B. Irénikatché, TOSSOU Rigobert Perceptions et déterminants des techniques de conservation de l'eau et des sols au Nord-ouest du Bénin.....	159
Faridah DOSSO, Ismail M. Moumouni, Rodrigue V. Cao. DIOGO, Rachele HOUAGA Analyse des déterminants socioéconomiques et institutionnels de l'adoption des mesures de Gestion Durable des Terres dans les communes de Bembereke et de Bantè au Bénin.....	175
Jean-Claude BATIONO Migrations internationales et éducation à la paix : place de la littérature migrante germanophone dans l'enseignement / apprentissage de l'allemand langue étrangère.....	191
KAM Miédome, KIBORA Ludovic Ouhonyioué Les actions des structures religieuses dans l'insertion des personnes en situation de migration à Ouagadougou et à Diébougou.....	205
Nanan Kouamé Félix KOUADIO Pisciculture et insertion des femmes dans le tissu social en Côte d'Ivoire : cas de la commune de Bingerville	219

Joséphine LEMOUOGUE, Arsène GUELNODJI

Accès à l'eau potable et potentielles implications sanitaires dans les camps de réfugiés de Gore au sud du Tchad.....235

Ludovic Boris POUNTOUGNIGNI NJUH

Le terrorisme dans l'Afrique saharo-sahélienne et maghrébine : cinétique chrono-spatiale d'une « crimigration » entre l'idéologie et l'empirique.....255

Darice MALABON

Des savoirs phyto-thérapeutiques à l'usage des plantes dans les rituels Nkãŋ/Sĩ et Nãŋ Kɔ' chez les Yémba de l'Ouest-Cameroun.....273

NJIKI BIKOI Madeleine Christelle

Migration et insertion de la communauté chinoise au Cameroun : cas de la ville de Douala ...295

Mahamoudou OUBDA

Du défi sécuritaire à la menace terroriste au Burkina Faso (2010-2018).....311

Sié PALE

Contribution de la cartographie à l'aménagement antiérosif du sous-bassin versant de Moutori à Dano, au Burkina Faso333

Poussi SAWADOGO

Etienne Delma et la jeunesse africaine d'Emmanuel Macron : le problème et la solution.....347

Rachelle Pélagie HOUAGA, Ismail M. MOUMOUNI, Faridah DOSSO

Effet psychosociologique de l'intervention du projet BéninCajù sur les producteurs d'anacarde de la commune de Tchaourou au Bénin.....361

Armel SAMBO

L'accès à la terre par les migrants « climatiques » et les déplacés internes dans la région de l'Extrême Nord du Cameroun de 1972 à 2016375

Armel SAMBO

Les pratiques communautaires de gestion des conflits et de promotion de la paix entre les usagers de l'eau aux abords sud du lac Tchad387

OUOBA-IMA Sidonie Aristide

Opportunités et contraintes de valorisation des ressources pastorales : cas des éleveurs peuls de la vallée de la Nouhao au Burkina Faso401

Tongnoma ZONGO

Les techniques d'exploitation artisanale de l'or dans le Sanmatenga au Burkina Faso. Innovations, enjeux politiques et environnementaux419

Ouindpouiré Sylvie KINDA, Gildas Marie Louis YODA, Bernadette TOE, Adama KABORE, Hamidou H. TAMBOURA

Caractéristiques et impacts socio-économiques des porcs abattus et inspectés dans la commune urbaine de Réo, province du Sanguié au Burkina Faso.....433

Zara DAO

La promotion, la valorisation et le risque de disparition des chenilles de karité ou « chitoumous » dans la région de Bobo-Dioulasso de 2005 à nos jours443

Irissa ZIDNABA, Irissa GOUBGOU

La gestion de la diaspora burkinabè : le défi de management.....455

Soulé Akinhola ADECHIAN, Mohamed Nasser BACO, Ismail MOUMOUNI, Irénikatché Pierre B. AKPONIKPE, Soulémane Adèyèmi ADEKAMBI

Quelles stratégies pour la commercialisation des produits agricoles périssables dans un environnement concurrentiel ? Cas des producteurs de légumes feuilles traditionnels au Bénin.....475

Le terrorisme dans l'Afrique saharo-sahélienne et maghrébine : cinétique chrono-spatiale d'une « crimigration » entre l'idéologique et l'empirique

Ludovic Boris POUNTOUGNIGNI NJUH*

Résumé

La criminalité transfrontalière est une préoccupation politique majeure en ce début du 21^e siècle. La « crimigration » est ainsi envisagée comme concept désignant le lien entre criminalité et migration. L'objectif de ce travail est de mettre en évidence les dynamiques migratoires que sous-tend le terrorisme en Afrique septentrionale et sahélienne. Comment le terrorisme islamique, en l'occurrence, est-il devenu une préoccupation centrale en Afrique sahélo-maghrébine et quelles sont les dynamiques migratoires et transnationales qui s'en dégagent ? L'analyse part de l'hypothèse suivante : le terrorisme dans l'Afrique sahélo-maghrébine est la résultante et la cause d'une circulation d'idéologies, d'une mobilisation violente et des mutations (géo)politiques et sécuritaires. Ces dynamiques s'opèrent à l'interface des interactions entre les orientations politiques des gouvernants et les aspirations des gouvernés. À partir de la méthodologie d'histoire des relations internationales et sur une approche hypothético-déductive, il apparaît que ce ne sont pas seulement des hommes qui bougent. Ils sont entraînés par les idées qui les animent, à l'image des contextes socio-économiques et politiques, les plus souvent instables. Il est l'avatar d'un mécanisme tirant ses origines récentes dans la péninsule arabique et justifie l'inclination grandissante pour des réponses transnationales relatives à la sécurité et aux migrations.

Mots-clés : Terrorisme, Afrique sahélo-maghrébine, migrations internationales, coopération.

Terrorism in Sahara-Sahel and Maghreb regions of Africa: a chrono-spatial motion of a « crimigration » between ideology and empirism

Abstract

Cross-border criminality is a great political concern in this beginning 21st century. The concept of "crimigration" is therefore crafted to designate the relationship between criminality and migration. The aim of this work is to highlight migratory dynamics gearing terrorism in North and Sahel regions of Africa. How has Islamic terrorism, namely, become a key concern in African Sahel and Maghreb and what are the migratory and transnational dynamics they ground? The analysis starts from the following hypothesis: terrorism in Sahel and Maghreb Africa is the result and the cause of a circulation of ideologies, violent mobilizations and (geo)political and security mutations. These dynamics come out from complex connections between political orientations taken by stakeholders and aspirations of peoples. Based on the methodology of history of international relations and on a hypothetico-deductive approach, it appears that men are not the sole entity to migrate. They are conducted by ideas that motivate them relatively to the socio-economic and political contexts which often use to be unbalanced. It is the result of a mechanism that has its origins in the Arabian Peninsula and justifies the growing preference for transnational responses to security and migration.

Key words: Terrorism, Sahel and Maghreb Africa, International migrations, cooperation.

* Université de Dschang ; borisnjuh@yahoo.fr

Introduction

Le monde contemporain éprouve des convulsions sous diverses formes. La question de l'altérité a acquis un poids considérable (P. Boniface, 2017 ; D. Batistella, 2011 ; G. Ninou, 2009 ; C. Halpern et J.-C. Ruano-Borbalan, 2004). Des siècles de violence, le progrès de la science et la démocratisation de la technologie ont révolutionné l'époque dans laquelle il était nécessaire de gouverner les villes ou de vivre selon des principes religieux (H. Lagrange, 2011, p. 88). En raison des transformations intellectuelles, culturelles et artistiques survenues après la renaissance européenne, la laïcisation a progressivement affaibli leur importance dans les affaires politiques et dans la vie quotidienne dans les sociétés modernes. L'on a en effet pensé que la séparation entre l'État et la religion et une prédilection asymptotique pour la laïcité comme partie intégrante de la boussole politique feraient reposer la gouvernance des cités sur des bases plus stables. *A posteriori*, ce n'était pas suffisant. C'est en effet avec un mélange de surprise et de panique que l'humanité a compris que la religion, qui semblait éclipse, est revenue brutalement avec les attaques du 11 septembre 2001 contre les États-Unis d'Amérique. Depuis cette période, le fondamentalisme est devenu la source de nombreuses calamités. Sa nature tentaculaire sape les efforts de sécurisation. La violence confessionnelle islamiste façonne les débats quotidiens (E. Hartmann, 2017, p. 1).

L'histoire inclut, entre autres objectifs, d'expliquer ce qui se passe par l'analyse des points des repère précédents. Elle permet l'actualisation des connaissances afin de permettre aux hommes d'interagir avec leur environnement contemporain (L. Hunt, 2018). Elle aide alors à se souvenir d'hier pour préserver le lendemain ou l'avenir (L. Bickford et A. Sodaro, 2010, p. 66). La criminalité transfrontalière étant devenue à la fois un problème de civilisation et une préoccupation politique majeure en ce début du 21^e siècle, l'objectif de ce travail est de mettre en évidence les dynamiques migratoires que sous-tend le terrorisme en Afrique septentrionale et sahélienne. Il s'agit de répondre à la question : comment le terrorisme islamique, en l'occurrence, est-il devenu une préoccupation centrale en Afrique sahélo-magrébine et quelles sont les dynamiques migratoires et transnationales qui s'en dégagent ?

Cette recherche est basée sur la méthodologie d'histoire des relations internationales et sur une approche hypothético-déductive. À partir des données documentaires et des faits observés au fil de l'actualité, l'analyse part en effet de l'hypothèse suivant laquelle le terrorisme dans l'Afrique sahélo-magrébine est la résultante et la cause d'une circulation d'idéologies, d'une mobilisation violente et des mutations (géo)politique et sécuritaire. Ces dynamiques de mobilité s'opèrent à l'interface des interactions entre les orientations politiques des gouvernants et les aspirations des gouvernés. Dans ce travail, il s'agit également de solliciter les outils d'analyse de la Science politique et de la Sociologie des relations internationales. L'analyse transnationale est ainsi prise en compte afin de proposer une réflexion diagonale à partir des données existantes. En fait, les recherches sur le terrorisme en Afrique sont multiples. Cependant, il s'agit généralement d'études de cas. En effet, la recherche n'a fréquemment permis de saisir que des étiologies, phénoménologies et stratégies de luttes contre le terrorisme à l'échelle des pays ou des sous-régions. Les

travaux de M. Ould Hamed (2006), J.-B. Véron (2009), J. Cilliers (2004), C. Seignobos (2014), M. Smith (2015), L. Kougnou (2016), M. Rasaq (2016), A. Thurston (2017) et F. Owono (2017) illustrent, entre autres, cette tendance sur les études de cas par pays. Le terrorisme abordé en Afrique dans des perspectives sous-régionales prend forme avec, parmi tant d'autres, les travaux de S. Daniel (2012) et P. Gibbaud (2014) pour le Maghreb et l'Afrique saharo-sahélienne et le collectif dirigé par J.V. Ntuda Ébodé (2010) ou encore les travaux de J. Zenn (2014) et d'A. Sambo (2017) pour l'Afrique centrale et la région péri-tchadienne.

Tout autant qu'il ne s'agit pas balayer d'un revers ces travaux, il est toutefois opportun de saisir les matrices profondes et communes d'un phénomène qui ne constitue pas un fardeau pour le continent par fragments. Le terrorisme peut en effet être appréhendé comme un ensemble plus ou moins causalement et phénoménologiquement cohérent pour contribuer à la formulation des réponses sécuritaires plus efficaces. L'approche régionalement ancrée, nonobstant ses apports, projette en effet l'impression que les manifestations de terrorisme dans les pays africains ont des origines distinctes et peuvent être neutralisées par des stratégies parcellaires. Or, le terrorisme et la migration sont liés. Les groupes terroristes ne se soucient pas des frontières pour créer des réseaux transnationaux (A. Kaya, 2009; C. Beck, 2008, p. 1571; M. Lilian, 2004, p. 155-158).

En rapprochant le terrorisme dans la catégorie des « mobilisations violentes » (R. Bazinguissa-Ganga et S. Makki, 2012), ce travail s'appuie sur le concept de « criminalité » pour désigner la relation entre criminalité et migration. Il s'agit de la catégorie de migration qui s'accommode de la violence ou de la criminalité qui s'accommode de la violence. Toujours est-il que les deux dimensions se tiennent mutuellement comme les deux bouts d'un même bâton. Le transnationalisme sollicité éclaire en effet les flux et relations culturelles, les mécanismes politiques et économiques et les connexions interpersonnelles ou privées qui se développent par-delà les frontières des États (S. Vertovec, 2009 ; K. Dingwerth, 2007 ; M.-C. Smouts *et al.*, 2006, p. 529-531). Elle permet de mettre en exergue et d'apprécier dans leurs dimensions transnationales les processus de maturation, transmutation, transplantation et les répercussions internationales du terrorisme dans l'Afrique contemporaine. L'analyse implique ainsi d'éclairer deux termes clés : terrorisme et migration.

Le terrorisme est assez difficile à définir. En effet, le sens qui lui est accordé varie suivant les acteurs et les circonstances. « *Il n'y a pas de définition unique du terrorisme. Personne n'accepte ce qualificatif* », affirme P. Boniface (2017, p. 43). Ainsi, ce qui est « terroriste » pour l'un est plutôt « combattant de la liberté pour l'autre » (L. Hennebel et D. Vandermeersch, 2009, p. 53). Mais puisqu'il faut appeler l'objet en étude par son nom, M. V. Nyirurugo (2007), à partir des approches proposées Walter Laqueur, Gérard Chaliand et Bruce Hoffman, estime que « le terrorisme est l'acte de menace ou de violence commis par un individu ou un groupe d'individus [...] ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par intimidation ou la terreur en vue de contraindre un gouvernement ou une organisation internationale à accomplir un acte ou à s'abstenir à le faire ». Avec P. Boniface (2017, p. 43), l'on

peut le décrire, à partir de ses manifestations contemporaines, comme étant « une forme de guerre asymétrique à laquelle des groupes ont recours afin de contourner la puissance militaire de leurs adversaires ». Comme stratégie de « *contournements* », cela va donc de soi que le terrorisme fasse appel à la mobilité et à de nouvelles formes de migrations internationales. Suivant cette acception, les migrations renvoient aux déplacements volontaires ou involontaires des personnes par-delà les frontières (voir M.-C. Smouts *et al.*, 2006, pp. 342-345). Cet éclairage conceptuel permet de saisir donc la relation directe qu'il y a entre terrorisme contemporain et migration. Cependant, faut-il le relever, les migrations n'ont pas pour seule motivation la perpétration des actes terroristes. Le terrorisme provoque une part de mobilité qui rentre dans le grand ensemble que constituent les migrations.

À l'aune des provisions conceptuelles ci-dessus établies, la perspective combinée de la chronologie et de l'espace place donc le terrorisme en Afrique sahélo-maghrébine sous le signe des multiples mouvements des hommes ou des hommes qui bougent. Mais pas seulement ; ils sont aussi entraînés par les idées qui les animent, à l'image des contextes socio-économiques et politiques, les plus souvent instables. Il est l'avatar d'un mécanisme lointain qui peut être situé dans la péninsule arabique et justifie l'inclination grandissante des réponses transnationales sur les politiques de sécurité et de migrations.

1. Le terrorisme en Afrique saharo-sahélienne et maghrébine : avatar de l'islamisme post-révolution iranienne et de ses implications transnationales en Afrique

Le terrorisme est un mode ancien de violence. Ses origines pourraient être trouvées dans les révoltes des zélotes et les exactions de la secte des Assassins dans l'Antiquité (G. Chaliand et A. Blin, 2007). En Afrique, le *djihad* (« effort » ou expression du zèle pour le bien, souvent abusivement utilisé pour désigner « guerre sainte ») a commencé avec l'expansion de l'islam (J. Ki-Zerbo, 1978, p. 103-118, 360-378 et 393-400). De nos jours par contre, le terrorisme islamique dans le septentrion et le sahel africains est la conséquence de nombreux facteurs. D'un point de vue transnational, ils peuvent être regroupés en deux. Il est le résultat de la révolution islamique qui a commencé à l'époque coloniale et qui a entraîné des changements idéologiques et politiques au Proche-Orient au cours des années 1970-1980. Ces transformations ont irradié la péninsule et se sont étendues à l'Afrique où les crises politiques et socio-économiques ont favorisé sa montée en puissance.

1.1. La révolution islamique et les mutations politico-idéologiques au Proche-Orient: du nationalisme au « djihad » mondial

Dans ses manifestations ou particularités contemporaines, l'islamisme découlerait du fondamentalisme et du réformisme musulman du 19^e siècle. Au début, ces réformes visent à opposer l'idéal islamique à l'invasion coloniale et aux difficultés qu'elle pose. En fait, après des siècles de leadership à travers califats et empires

(mongol, ottoman, etc.), le Proche-Orient est divisé et dominé par les puissances coloniales européennes. Cette velléité de résistance culturelle est cependant sans effet véritable car la colonisation fait finalement son nid. Il faut attendre la période de décolonisation qui commence en 1928 avec la création du mouvement baptisé les Frères Musulmans (FM) en Égypte par Hassan El Banna. Celui-ci inscrit au creuset de la libération nationale la nécessité d'une renaissance culturelle en vue de reconstruire une société fondée sur les valeurs de la société islamique. En effet, les FM plaident à la fois pour l'indépendance et pour l'application de la loi coranique (*charia*) dans la future Égypte indépendante. Dans leur lutte, ils créent ainsi des unités et construisent un réseau transnational de lutte pour l'indépendance dans l'ensemble du Proche-Orient, au Maghreb et descendent jusqu'au Soudan (A. Lamchichi, 1997, p. 14-18). Le nationalisme et le fondamentalisme font alors surface dans une relation assez intime.

Entre la fin de la Seconde Guerre mondiale (1939-1945) et les années 1950-1960, la lutte pour la renaissance culturelle s'intensifie sous la houlette des intellectuels tels que Sayed Qutb et Ayman al-Zhawahiri (F. Burgat, 2007, p. 31-32). Selon l'Égyptien Qutb, les valeurs politiques des pays musulmans se sont détériorées, alors que ceux-ci ont acquis leur indépendance depuis de nombreuses années. Contrairement aux attentes formulées pendant la décolonisation, les gouvernements islamiques sont, selon lui, restés dans un « État d'ignorance préislamique » (*jahiliyya*). Il estime donc nécessaire de renverser cette situation. Plus que la renaissance (*nadha*) même lancée par Mehmet Ali et réitérée par les nationalistes, il plaide pour une véritable culture de la révolution (*shawra*) et l'adoption d'une philosophie politique favorable au panarabisme (*thawra*) (M. Arkoun, 1996, p. 7 et 98-111 ; P. Bergen, 2006, p. 50, T. Montbrial et P. M. Defarges, 2006, p. 99, A. Lamchichi, 1997, p. 10-11, J.-F. Legrain, 1990, p. 135-139). Qutb est particulièrement convaincu que l'islam ne consiste pas seulement à observer les cinq piliers traditionnels, mais constitue tout un mode de vie. Selon lui, le *djihad* ne doit pas être alors perçu uniquement comme un «repli» pieux ou une attitude, mais aussi comme une attitude offensive. Se limiter à la défensive est, selon Qutb, une forme d'ignorance de l'islam et de son objectif premier (P. Bergen, 2006, p. 51).

Au cours des années 1960-1970, ces idées retentissent grandement dans la sphère politique, avec le soutien d'un président comme Gamal Abdel Nasser. Elles se propagent au Maghreb et davantage au Proche-Orient où le néocolonialisme a pris le relais de la colonisation. En l'occurrence, les *shahs* (rois) d'Iran nouent des liens étroits avec les États-Unis depuis le milieu des années 1950. Dans le contexte de la guerre froide et motivés au moyen de la corruption, ils sont appelés à suivre des prescriptions politiques imposées de l'extérieur. Il s'agit notamment de contribuer à l'implémentation de l'endiguement contre de l'Union des Républiques Socialistes et Soviétiques (URSS). En échange, ils jouissent de privilèges et mènent des trains de vie en déphasage avec les conditions de vie des populations (C. Haghighat, 1985). À l'impopulaire image de pays corrompus, la défaite des pays musulmans (Égypte, Syrie et Jordanie) contre Israël au cours de la Guerre des six jours en juin 1967 aggrave le niveau de détérioration du prestige du monde musulman

(M. Arkoun, 1996, p. 93 ; P. Rondot, 1980, p. 3 et 42-45). Après cela, la libéralisation économique et la chute des prix du pétrole, en 1973, dégrade les conditions de vie dans la sous-région. Enfin, l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS en 1979 révèle aux pays arabes combien le Proche-Orient est perçu à l'international comme la terre d'aventure des grandes puissances. Dans ce contexte, les idéaux de la renaissance inclinent les populations vers « l'idéologie de la lutte » contre l'influence étrangère. À Fès, Tlemcen, Constantine, Le Caire et Damas on est sensible à cette situation critique (M. Arkoun, 1996, p. 109, A. Lamchichi, 1997, p. 14-18, F. Burgat, 1988). Cette sensibilité trouve son paroxysme en Iran où une révolution éclate en 1979.

En effet, les Iraniens lancent une révolution qui amène au pouvoir un nouveau gouvernement le 11 février 1979 contre le régime du *shah* Pahlavi. La révolution est dirigée par l'*ayatollah* Ruhollah Khomeiny qui s'auto-proclame d'emblée chef de file de l'anti-occidentalisme. Pour lui en effet, c'est l'Occident menée par les USA qui est responsable des calamités dont souffrent les pays arabes. Il fait rédiger une nouvelle constitution qui stipule que l'Iran doit étendre la révolution islamique dans le monde. L'Islam étant la pierre angulaire de son régime et la boussole de sa politique étrangère, il publie par ailleurs une déclaration de guerre (*fatwa*) contre les États-Unis et leurs alliés occidentaux en 1989 (C. Haghghat, 1985, p. 81-33 et 210; M. Arkoun, 1996, p. 3). Khomeiny concrétise ainsi l'idée selon laquelle l'État n'est pas fait pour la religion, mais la religion pour l'État (M. Gauchet, 1998, p. 46).

Le succès de la révolution iranienne fait le tour du Proche-Orient. Ainsi émerge, sur les entrefaites de la révolution iranienne, un autre chef religieux et politique : Abdullah Hazzam. Ce dernier estime que c'est un « devoir religieux » pour les musulmans de « libérer les gens », « de leur offrir justice islamique et protection religieuse » et de combattre les « infidèles » avec l'épée au nom d'Allah. Hazzam fonde alors au Pakistan *Al-Qaïda* (la base) et lance le *djihad* dans le monde entier en 1987. Il est le mentor d'Oussama Ben Laden, celui qui porte le terrorisme islamique à son stade actuel sous la bannière d'Al-Qaïda. Ben Laden considère en effet, comme son mentor, qu'il est temps de créer une théocratie de style taliban s'étendant de l'Indonésie au Maroc. Pour y parvenir, le principal moyen est selon lui d'attaquer l'ennemi distant, les États-Unis, pour fragiliser ses alliés sous régionaux du Proche-Orient (P. Bergen, 2006, p. 23-26 et 69-70).

Les mutations politiques des années 1970-1980 au Proche-Orient apparaissent ainsi comme une expression du nationalisme en faveur de la réaffirmation des pays arabes dans les affaires internationales. Il s'agit aussi dans une certaine mesure du rejet de la culture occidentale. Cette situation d'antinomie culturelle est la base d'une confrontation entre la culture occidentale et la culture islamique. C'est pourquoi S. P. Huntington (2000) affirme que les conflits entre l'Occident et islam sont moins axés sur les questions territoriales qu'inter-civilisationnelles. Dans un contexte où l'Ouest prétend à l'universalité de ses valeurs depuis des siècles, les conflits culturels sont ainsi devenus inévitables. En effet, comme l'affirme P. Nemo (2004, p. 123) reprenant Claude Lévi-Strauss, « chaque culture appréhende la réalité selon ses propres schémas intellectuels ». C'est à partir de ces considérations que

les attaques du 11 septembre 2001 par Al-Qaïda sont apparues, aux yeux des fondamentalistes, comme un assaut contre le capitalisme et l'occidentalisation du monde. Pour eux, cela est une victoire des musulmans contre l'injustice. Cela inspire les révolutions dans les régions du globe où les gens se sentent victimes de crises socio-économiques, politiques et de la domination étrangère. C'est ainsi que le terrorisme islamique est apparu dans au Nord et en Afrique saharo-sahélienne.

1.2. La pauvreté, la déliquescence du politique et de la condition sociale et l'implantation du terrorisme islamique Afrique

Le vent de la révolution pour le changement qui souffle au Proche-Orient se propage en Afrique dans les années 1980. En effet, 40 à 50 ans après les indépendances, les États africains n'ont pas pu mettre sur pied des systèmes politiques démocratiques et des économies prospères. En postcolonie, la question de la justice socio-économique à travers la redistribution équitable de la richesse reste problématique. Au lieu de la démocratie, les dirigeants optent pour les partis uniques et basculent dans les dictatures en majorité (M. Hounnikpo, 2004, p. 100-101 ; A. Mbembe, 2001 ; S. Ellis, 1995). La politique nationale repose sur des bases ethniques, le clientélisme et la corruption. En outre, depuis l'indépendance, les relations de dépendance économique avec les anciennes puissances coloniales n'ont pas été rompues. Dans le sillage de dépression économique des années 1980, les conditions de vie des populations se détériorent (D. Moyo, 2009 ; S. Latouche 2007 ; P. Hugon, 2003 ; J.-M. Ela, 1990 ; J. Giri, 1986). L'on se retrouve ainsi dans les schémas de difficultés de la vie assez similaire à ce qui s'est passé jusque-là au Proche-Orient : néocolonialisme, impopularité des régimes, mauvaises conditions de vie.

Comme au Proche-Orient, la somme de ces facteurs suscitent des mécontentements et un élan populiste de changement. Au Nord du Nigeria en l'occurrence, un groupe de fondamentalistes mettent sur pied le mouvement maïtstine et sont actifs entre 1980 et 1984. Il s'agit d'une secte d'obédience musulmane basée à Maiduguri, Kano et Kaduna. En avril 1984, l'État nigérian se met à réprimer le mouvement par la force causant 3000 morts (Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme –FIDH, 2015, p. 4; M. Smith, 2015, p. xiv). Toutefois, comme on le verra plus tard, il s'agit d'une tentative infructueuse d'empêcher le fondamentalisme. En effet, le fondamentalisme de style taliban prend vigoureusement pied en Afrique sous la houlette de Ben Laden pendant son séjour au Soudan de 1992 à 1995 (P. Bergen, 2006, p. 20).

Alors que la pauvreté et les discriminations politiques préparent le terrain à la révolte, la nécessité de mettre fin à l'iniquité et de lutter pour la justice sociale sont alors envisagés comme les solutions aux calamités socio-économiques et politiques dont souffrent les populations depuis des décennies. En Afrique, les fondamentalistes veulent en effet se battre pour ces objectifs au niveau national et au-delà car ils ont des griefs également contre l'occidentalisation du monde. En effet, pour eux, quoique la mondialisation représente un moyen de prospérité et de paix, les principes capitalistes sur lesquels elle repose fondent des inégalités économiques et sociales entre les grandes puissances et les pays en « développement ». C'est un prétexte pour la reconquête et de violation de la souveraineté des États faibles

(J. Galtung, 200, p. 53 ; I. Wallerstein, 2004 ; R. Ignacio, 2002, p. 11-12 ; S. Amin, 1970 et 1991). En Afrique, le *djihad* fait ainsi l'objet d'une récupération instrumentalisée et est associé à la volonté de lutter contre le « système », c'est-à-dire contre l'exploitation, la domination et l'aliénation capitalistes (A. Bihr, 2010, p. 121).

Le désir de changement, qui draine des foules, n'est pas un problème qui se pose alors dans plusieurs sous-régions du continent. En effet, de nombreux groupes intégristes voient le jour, inspirés par *Al-Qaïda*. Chronologiquement, nous avons : le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) créé en 1998 en Algérie ; Ansar al-Charia créé en 2001 et basé en Tunisie et en Libye ; Boko Haram créée en 2002 au Nord-Est du Nigéria ; Al Shebab créé en 2006 en Somalie ; Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) activé en 2007 – qui sévit au Maroc, en Algérie, en Tunisie, en Algérie, au Mali, en Mauritanie ; – Ansar Dine créé en 2011 dans le Nord du Mali ; Ansar Beït al-Maqdess créé en Égypte en 2011 ; et le Mouvement pour l'unité et le djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO-Al Mourabitoune) créé en 2013 (L. Dupuis, 2014 ; S. Daniel, 2012). Les fondamentalistes d'Afrique sont, dans l'ensemble, au départ – officiellement en tout cas – désireux de combler les lacunes politiques et socio-économiques laissées par les États postcoloniaux, tout comme les révolutionnaires du Proche-Orient. Ils sont également disposés à combattre la culture occidentale. « Boko Haram » par exemple est une association du terme fulani *boko* (faisant référence à « livre » en anglais) et du mot arabe *haram* qui signifie « interdit ». Le libellé-objectif de « Boko Haram » est donc « l'école occidentale est interdite ou est un péché » (A. Thurston, 2017 ; P. Boniface, 2017). Ainsi, au-delà de la tentative de résolution des problèmes socio-économiques au Nigéria, ce groupe, hostile à la culture occidentale, s'inscrit sur les traces du mouvement Maïtstine (J. D. Ojochenemi *et al.*, 2015).

Avec l'accélération du processus de mondialisation, la religion est donc devenue l'un des points d'ancrage de l'identité. Elle est considérée par les fondamentalistes comme un bouclier contre les dérives de la modernité et un moyen de préserver la dignité humaine (D. Parenteau et I. Parenteau, 2008, p. 74). La motivation des fondamentalistes est ainsi de créer des « sanctuaires » ou des califats dans lesquels des normes religieuses doivent être appliquées et transmises aux générations suivantes. Désireux de réaffirmer l'identité religieuse, ils ont ainsi, en théorie, l'ambition de reconstruire la société sur la base du Coran. Cependant, au lieu de l'intention de reconstruire la société, le fondamentalisme a plutôt généré davantage de calamités à travers massacres, destructions, attentats, enlèvements, assassinats. Les modifications significatives de l'écologie des migrations et des politiques de sécurité en Afrique saharo-sahélienne et maghrébine en font partie.

2. Les dynamiques migratoires et sécuritaires transnationales induites par le terrorisme en Afrique saharo-sahélienne et au Maghreb

Les impacts du terrorisme islamique en Afrique sont nombreux. Nous accordons une attention particulière à la consolidation des réseaux transnationaux migratoires de terrorisme et à la dynamique transnationale de la coopération militaire et en matière de sécurité.

2.1. La consolidation des réseaux transnationaux de mobilité violente

En Afrique septentrionale et saharo-sahélienne, le terrorisme a favorisé la constitution et la consolidation de réseaux transnationaux de mobilité violente. L'idée du réseau est subordonnée au fait qu'au sein des groupes fondamentalistes, la religion représente un facteur de rapprochement aussi bien à l'échelle nationale qu'internationale. Elle est un marqueur d'identité que les « confrères » placent au-dessus des identités nationales ou régionales, car l'identité du musulmane est considérée comme une identité céleste (S. Aoun, 2009, p. 97-98). C'est pourquoi, dans d'autres pays, ils considèrent comme membres des personnes de même obédience, car cela suppose une prédisposition à comprendre la grammaire du *djihad* et à adhérer aux objectifs de combat (A. Lamchichi, 1997, p. 18-20). La notion d'allégeance tient ainsi à la hiérarchie de confession et le prosélyte prête allégeance aux groupes de solidarité (*açabiyya*). Les *açabiyya* sont, en effet, des réseaux fondés sur des relations familiales et personnelles et qui ont souvent des liens transnationaux (O. Roy, 1996). La conséquence de cette loyauté parfois aiguë est que le prosélyte finit par s'aliéner à une cause. Plus loin, il sacrifie parfois les intérêts de son prochain et entre en guerre contre lui, alors qu'en théorie, il est censé lutter pour la justice et la paix.

Ainsi, à travers différents modes de déplacement (avion, bateau, voiture ou à pied même) les fondamentalistes migrent et infiltrent les sociétés qu'ils visent pour perpétrer des actes terroristes (A. Kaya, 2009). La création des groupes fondamentalistes en Afrique après les années 1980 a, sur cette lancée, contribué à la consolidation du réseau transnational de terrorisme international qu'Al-Qaïda voulait construire dès ses origines. En fait, inspirés par les transformations idéologiques survenues en Iran et au Proche-Orient, les leaders fondamentalistes en Afrique ont noué des liens étroits avec les dirigeants d'Al-Qaïda. Dès lors, cette organisation a pu disposer de moyen logistique pour créer un califat mondial et d'une chaîne de combattants disséminés dans plusieurs régions du globe dont l'Afrique septentrionale et sahélienne. Le rêve d'être de véritables révolutionnaires sous la bannière d'Al-Qaïda, se traduit alors chez les fondamentalistes par le recours aux vidéosgrammes de propagande pour communiquer sur leurs actions en mondovision et rester dans les mémoires (P. Seib et D. Janbek, 2011). Ben Laden en a fait usage grandement pour faire étalage de son charisme. Boko Haram s'en inspire et s'en sert, comme tous les autres groupes terroristes.

Acquis à l'approche globalisante souhaitée par Al-Qaïda, les fondamentalistes procèdent ainsi en Afrique à des regroupements ou à des régionalisations de leurs réseaux d'action. Parmi les réseaux ainsi développés, nous avons AQMI (Al-Qaïda au Maghreb Islamique) en Afrique du Nord, le MUJAO dans la région du Sahel et Al Shebab en Afrique de l'Est (L. Dupuis, 2014 ; S. Daniel, 2012). C'est également le cas de Boko Haram dont les ambitions sont d'aller au-delà du Nigéria et pour construire un califat dans les limites des empires précoloniaux de Kanem, du Bornou et de Sokoto. Il s'agit pour cette secte de le faire en regroupant les États de Borno, Adamawa et Yobe au Nigeria, pour s'étendre progressivement au Nord du Cameroun, au Tchad et au Niger. Le mouvement avait des projections vers le Mali, la Libye, le Soudan et le Nord de la République centrafricaine jusqu'à son affaiblissement en 2016

(L. Kougnou, 2016 ; M. Rasaq, 2016, p. 5 ; International Crisis Group – ICG, 2016, p. 8-10 ; P. Gibbaud, 2014; J. Zenn, 2014, p. 9-10 ; S. Menner, 2014, p. 11; C. Seignobos, 2014, p. 149-169 ; J.-P. Ngoupandé, 2003). Entre Boko Haram, le MUJAO, Al Shebab et AQMI, s'est établi un réseau transnational de soutien mutuel, donc de solidarité entre terroristes en ce qui concerne le recrutement des membres, leur formation et le ravitaillement en matériels de guerre.

Les groupes fondamentalistes ont également des liens de solidarité transnationaux avec ceux basés sur d'autres continents. En effet, le réseau mis sur pied par Al-Qaïda est fondé sur la reconnaissance et l'interaction avec les autres groupes fondamentalistes. Ainsi, les groupes terroristes islamistes basés en Afrique ont aussi des liens avec les cellules d'Asie centrale et du Sud-Est s'inspirant d'Al-Qaïda. Ici, de nombreux groupes terroristes ont été créés dans les années 1990. Cette décennie est en effet considérée comme la période de radicalisation des groupes islamistes du fait qu'ils passent progressivement de la révolution religieuse à la « guerre » contre le « complot » occidental (O. Roy, 1999, p. 11-12 ; A. Lamchichi, 1997, p. 12-14). Al-Shebab en Somalie a ainsi des liens avec Al-Qaïda au Yémen. En Asie centrale et en Asie du Sud-Est, les groupes liés à Al-Qaïda sont entre autres : Lashkar-e-Toiba créé en 1990, actif au Cachemire et au Pakistan ; Jemaah Islamiyah créé en 1993, active en Thaïlande, Malaisie, Indonésie, à Singapour, au Brunei et aux Philippines ; Tehrik-e Taliban Pakistan créé en 1994, actif au Pakistan et en Afghanistan ; Mouvement Islamique d'Ouzbékistan créé en 1997 ; Abou Sayyaf lancé en 1998 en Malaisie ; Mouvement islamique du Turkestan oriental constitué entre 1999 et 2000, actif dans la région du Xinjiang ; l'Émirat du Caucase créé en 2004 ; Laskar Jihad en Indonésie ; Daesh (État islamique) lancé en 2006 en Irak (avec des connexions en Syrie) ; et al-Nosra créé en Syrie en 2012 (L. Dupuis, 2014 ; P. Seib et D. Janbek 2011: 41-42 ; O. Roy, 1996).

En coopérant, les groupes terroristes transnationaux deviennent plus forts, de telle sorte qu'il y a une symétrie entre cet accroissement et l'onde de choc provoqué par leurs exactions. Celles-ci vont des destructions matérielles aux meurtres massifs d'êtres humains. Dans des conditions où les décomptes sont généralement approximatifs, il serait fastidieux de s'aventurer à donner une idée statistique viable des attaques terroristes fondamentalistes depuis les années 2000. En effet, des millions de personnes ont perdu la vie et des infrastructures ont été détruites aussi bien en Afrique qu'en Europe, en Asie, en Amérique et en Océanie. Des conflits confessionnels en sont également des conséquences. Tel est le cas entre chrétiens et des musulmans au Soudan, au Nigeria, au Tchad, en République Centrafricaine (RCA), en Égypte, etc.

Une analyse qualitative peut cependant être faite pour évaluer les conséquences de la multiplication d'un groupe fondamentaliste en Afrique. Les groupes terroristes commettent en effet des attentats à la bombe, procèdent à des prises d'otages, utilisent des armes à feu, trafiquent les êtres humains, etc. Tout cela fait de l'insécurité une préoccupation permanente en Afrique du Nord et dans la région saharosahélienne. Depuis le 11 septembre 2001, les cibles classiques (stratégiques ou militaires) sont de plus en plus évitées, alors que les « cibles fragiles » (*soft targets*

c'est-à-dire les cibles sans défense – civils, églises, écoles, hôpitaux, entre autres –) sont visées pour causer le plus de dégâts possibles. Un tel réseau d'insécurité a fait que de nombreuses régions ont été classées « zones interdites » par les pays occidentaux à leurs citoyens (I. Saïbou, 2014, p. 10). Fermées au monde extérieur, ces régions ont sombré dans la dépression économique. Ainsi, loin d'être de saines ambitions, les groupes fondamentalistes apparaissent au contraire comme des groupes principalement motivés par la violence létale (B. Hoffman, 1999, p. 106). Une situation qui explique l'inclinaison des États pour des politiques de sécurité à caractère transnational.

2.2. Les dynamiques transnationales de coopération sécuritaire en Afrique saharo-sahélienne et maghrébine

L'accroissement exponentiel des attaques terroristes suggère de nombreux changements dans les politiques de sécurité des États au lendemain du 11 septembre 2001. Auparavant, les pays occidentaux (européens notamment) essayaient de développer des réseaux de médiation avec les pays arabes sur la base des partenariats économiques et commerciaux entre tous les pays riverains de la mer Méditerranée. Ceci s'est concrétisé dans le plan de Barcelone de 1995 qui visait également à renforcer la démocratie et le dialogue culturel au sein des pays arabes (T. Montbrial et P. M. Defarges, 2006, p. 102). Cela va également sans dire que ce plan concourt dans une certaine mesure au rapprocher certains pays de l'Europe de leurs objectifs stratégiques. C'est le cas de la France qui a longtemps cherché une base méditerranéenne pour catalyser sa projection géopolitique en Europe et contrebalancer l'emprise des pays anglo-saxons (Angleterre et Allemagne).

Sensiblement à la même époque, les États-Unis rentrent dans une disposition visant à témoigner leur solidarité envers l'islam. Ils prétendent en effet être un « pont » entre tous les systèmes spirituels (M. Zeghal, p. 2002, p. 56). Il est question pour eux, en réalité de favoriser ce que J. Habermas (2002, p. 136-138) considère comme étant la nécessaire ouverture, quoique prudente, du christianisme aux religions non chrétiennes. Mais en 2001, les USA sont contraints de décréter la « guerre contre le terrorisme » et à « l'axe du mal » c'est-à-dire aux pays considérés comme terroristes ou soutenant le terrorisme, à savoir l'Iran, l'Irak et la Corée du Nord (N. Ral, 2009 ; G. Kepel, 2008, p. 13-16 ; R. Ignacio, 2002, p. 80 ; T. Montbrial et P. M. Defarges, 2006, p. 95). Le gouvernement des États-Unis augmente ainsi le budget de la défense. Il le porte en effet à 561,8 milliards de dollars en 2006, soit 2,5 fois plus celui du Canada (C.-P. David, 2006, p. 69). Il lance en plus des opérations militaires en instituant l'Initiative Pans-Sahel (Pan Sahel Initiative –PSI) en 2002. Il s'agit de construire un bouclier contre Al-Qaïda. En fait, après le 9/11, l'Afrique est appelée à jouer un rôle important dans la lutte contre le terrorisme selon les USA. C'est dans le sillage de ces initiatives que l'Irak est machinalement envahi en 2003 (T. Mowle, 2007). En Afrique saharo-sahélienne, les États-Unis intensifient les opérations militaires et développent de nouvelles alliances stratégiques. En décembre 2004, la PSI est remplacée par l'Initiative de lutte contre le terrorisme transsaharien (Trans-Saharan Counterterrorism Partnership –TSCP ou encore Trans-Saharan Counterterrorism Initiative – TSCTI). La TSCTI est un partenariat qui lie les USA

à 11 pays africains pour lutter contre l'islamisme au sahel : Algérie, Burkina Faso, Lybie, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Tunisie et Tchad. La création du Commandement des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM) en 2007 va sur la même lancée. Il s'agit pour les USA de mettre sur pied une plate-forme permettant de juguler la violence terroriste sur le continent.

Cependant, l'activisme militaire des États-Unis est une question de sécurité nationale. En effet, le gouvernement américain évite toute reproduction des attaques comme celles du 9/11 sur le sol américain. C'est ce qui amène les États africains à conjuguer également leurs efforts pour sécuriser leurs territoires. En fait, les États africains impliqués dans la lutte contre le terrorisme ont recouru à de nouvelles politiques de sécurité. Sur le plan transnational, la coopération est enclenchée au début des années 2000. En Afrique du Nord, Abdel Aziz Bouteflika (président algérien à l'époque) entame la coopération militaire avec l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Dans ce cadre est établi un programme de coopération axé sur l'organisation de manœuvres communes entre les forces armées algériennes et l'OTAN. Le Maroc de son côté renforce sa coopération militaire avec les États-Unis et obtient de ces derniers un soutien financier de 20 millions de dollars en 2004 et de 57 millions de dollars en 2005 pour lutter contre le terrorisme. En 2004, Washington accorde également au Maroc le statut d'allié préférentiel de l'OTAN. Ceci permet au royaume chérifien de participer aux programmes de recherche et développement pour la défense de l'OTAN (T. Montbrial et P. M. Defarges, 2006, p. 117-120). Depuis cette période, les États nord-africains engagent de nombreuses autres initiatives pour combattre AQMI.

En Afrique de l'Ouest, en dehors de la plate-forme de coopération créée par les États-Unis, les États de la sous-région s'en prennent à Ansar Dine, le MUJAO–Al Mourabitoune et, aussi, à AQMI. La Mauritanie accueille ainsi une Conférence internationale sur la lutte contre le terrorisme les 20 et 21 septembre 2004. Des experts d'Interpol et de 19 pays, parmi lesquels le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Togo y prennent part. Des opérations conjointes transfrontalières en vue de lutter contre le terrorisme sont planifiées au cours de cette rencontre. Un an plus tard, du 14 au 15 février 2005, le Burkina Faso organise un Atelier sur les techniques de renseignement pour les politiques contre le terrorisme. L'Algérie, le Bénin, le Ghana, la Guinée, le Mali, le Maroc, le Niger, le Sénégal, le Tchad, ainsi que les États-Unis et la France sont participants. Dans le même ordre d'idée, la Côte d'Ivoire, lors de la 66^e Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies à New York – 21 au 27 septembre 2011 –, fait savoir qu'elle souhaite être un pays pleinement impliqué dans la coopération régionale en matière de défense et de sécurité contre le terrorisme. Mais au-delà des discours et réunions, le gouvernement du Niger met en place un contrôle des zones frontalières et consacre un budget de 44 milliards de FCFA pour la défense en 2012. Ceci permet d'acquérir deux avions DA42 pour renforcer la surveillance des frontières. De même fait le Mali qui, pour optimiser sa capacité de réponse au MUJAO–Al Mourabitoune noue une coopération militaire avec la France. C'est dans ce cadre que sont enclenchées les opérations Serval (janvier 2013 - juillet 2014) et Barkhane (depuis le

1^{er} août 2014) pour combattre le terrorisme au sahel. Mais pour être plus efficaces et proposer des réponses endogènes, le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Mali, le Niger et le Tchad ont lancé une plate-forme de coopération en vue de démanteler un réseau transnational de violence et de terrorisme. Il s'agit du « G5 Sahel » créé février 2014 afin de lutter aussi bien contre le MUJAO-Al Mourabitoune, AQMI, Boko Haram et Ansar Dine (P. Leymarie, 2018).

Dans le bassin du lac Tchad, la mobilisation transnationale ou interétatique est un peu plus lente et tardive. En effet, au-delà des actions menées par les USA, les pays s'attaquent aux islamistes de manière isolée. Mais cette approche s'avère rapidement limitée. Au Nigeria par exemple, la police et l'armée se heurtent sur les bastions de Boko Haram à Bauchi, Borno, Kano et Yobe le 26 juillet 2009 (M. Smith, 2015, p. xiv et 11-12 ; FIDH, 2015, p. 4). Malgré cela, la mise sur pied d'une coopération, notamment avec le Cameroun où le groupe a établi une base arrière dès 2009 sur les monts Mandara (ICG, 2016, p. 8-10), n'est pas immédiate. Deux ans plus tard, une initiative bilatérale découle plutôt d'une rencontre à Yaoundé entre les présidents camerounais et tchadien en décembre 2011. Le 29 février 2012, le Cameroun et le Tchad signent ainsi un accord-cadre portant création d'une Commission de sécurité bilatérale entre les deux pays afin d'intensifier la coopération sur les questions de sécurité transfrontalière. Il faut attendre les attaques de Boko Haram au Nord du Cameroun en mars 2014 pour que le Cameroun, le Nigeria, le Niger et le Tchad entament un mouvement de coopération sécuritaire consistant. Entre juillet 2015 et 2016, cette mutualisation des efforts se cristallise par la création d'une Force Multinationale Mixte (*Multinational Joint Task Force – MNJTF*) incluant le Bénin. C'est à ce prix que l'insécurité créée par Boko Haram a pu être contenue dans le bassin du lac Tchad (ICG, 2016, p. 22-36; H. Angerbrandt, 2017, p. 5-6).

Les réponses militaires au terrorisme de part et d'autre de la zone qui s'étend de la ceinture saharo-sahélienne au Maghreb, ont suggéré l'idée de la constitution d'une Force africaine en attente (FAA) à l'Union africaine (UA). Au moment où la lutte contre les groupes terroristes fondamentalistes demeure d'actualité en Afrique, la création de cette force de sécurité panafricaine pourrait apporter plus d'espoir aux populations.

Conclusion

Les relations internationales ne sont plus à l'abri de l'influence du fondamentalisme religieux. Le terrorisme islamique fait partie des défis féroces auxquels l'humanité doit faire face en ce début de 21^e siècle. Pendant combien de temps durera la situation et quand les réponses des États l'atténueront-elles ? Il n'est pas réellement possible de donner une réponse à cette question. Cette analyse s'est évertuée à élaborer une réflexion visant à fournir des données utiles pour comprendre les mécanismes qui ont fondé le terrorisme religieux transnational actuel afin que soient identifiés les leviers sur lesquels il a prospéré en l'Afrique maghrébine et saharo-sahélienne. D'un point de vue transnational, il apparaît que le terrorisme islamique en Afrique ait été déclenché par les liens transnationaux entre la révolution islamique au Proche-Orient. Il s'est

enraciné à la rencontre du besoin d'un nouvel ordre économique, social et politique sur le continent africain et s'est consolidé dans le cadre des réseaux transnationaux de recrutement, de ravitaillement en matériels de guerre et de mobilisation violente échappant souvent au contrôle des seuls États. En guise de réponse, les États se sont fiés aux armes à feu et aux machines de guerre pour combattre les réseaux terroristes fondamentalistes depuis le début siècle. Entre 2004-2010, cela a conduit au développement des ripostes transnationales. Malgré les difficultés et les insuffisances, elles méritent être maintenues, renforcées et consolidées.

Toutefois, il conviendrait, pour une meilleure orientation des politiques et stratégies de gouvernance, que les réponses actuelles soient davantage reformulées et améliorées. Il s'agit en effet de s'orienter davantage vers le modèle anticipatif de la sécurité humaine en Afrique. Celle-ci repose sur la création des systèmes politiques, sociaux, environnementaux, économiques, militaires et culturels, qui, ensemble, favorisent une atmosphère de stabilité, de sécurité et de paix partagée. Elle garantit aux individus les moyens indispensables pour leur survie et préserve leur dignité (Fonds des Nations Unies pour la Sécurité Humaine –FNUSH, 2009, p. 6). En effet, cette étude a permis de vérifier l'hypothèse selon laquelle ce ne sont pas seulement des hommes –des fanatiques lobotomisés comme il se dit souvent– qui bougent. Ils sont entraînés par les idées qui les animent et qui sont consubstantielles aux contextes socio-économiques et politiques dans lesquels ils vivent. Dès lors, il apparaît que les migrations internationales, en ce début du 21^e siècle, ne sont plus seulement celles des choses et des hommes. Elles sont aussi celles des idées et des idéologies et interpellent les gouvernants sur la nécessité d'inscrire les politiques publiques de sécurité sur les trajectoires de la mobilité. En d'autres termes, il s'agit de les rénover continuellement en prenant des mesures de gouvernance qui permettent de répondre aux besoins des gouvernés. Ceci est indispensable en Afrique où l'habitude est souvent au maintien du *statu quo* politique. Pourtant, la « mobilité » des politiques de gouvernance peut se faire en s'appuyant sur les – nombreuses – ressources dont dispose le continent.

Références bibliographiques

- AMIN Samir, 1970, *L'accumulation à l'échelle mondiale*, tome 2, Paris/Dakar, Anthropos.
- AMIN Samir, 1991, *L'empire du chaos: la nouvelle mondialisation capitaliste*, Paris, L'Harmattan.
- ANGERBRANDT Henrik, 2017, *Nigeria and the Lake Chad Region Beyond Boko Haram*, Policy Note, 3, Uppsala, Nordic Africa Institute.
- AOUN Sami, 2009, « La nationalité québécoise et l'Islam », in RICHARD Louis-André (dir.), *La nation sans la religion ? Le défi des ancrages au Québec*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, p. 97-98.
- ARKOUN Mohammed, 1996, *La pensée arabe*, 5^e édition, Paris, PUF.
- BATISTELLA Dario, 2011, *Paix et guerres au XXI^e siècle*, Cedex, Sciences Humaines Éditions.
- BAZINGUISSA-GANGA Rémy et MAKKI Sami (dir.), 2012, *Sociétés en guerres. Ethnographies des mobilisations violentes*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme.

- BECK Colin, 2008**, « The Contribution of Social Movement Theory to Understanding Terrorism », *Sociology Compass*, 2(5), p. 1565-1581.
- BERGEN Peter, 2006**, *Ben Laden, l'insaisissable*, Paris, Michel Laffont.
- BICKFORD Louis et AMY Sodaro, 2010**, « Remembering Yesterday to Protect Tomorrow: The Internationalization of a New Commemorative Paradigm », in YIFAT Gutman et al. (dir.), *Memory and the Future: Transnational Politics, Ethics and Society*, Hampshire/New York, Palgrave Macmillan, p. 66-86.
- BIHR Alain, 2010**, *La logique méconnue du « capital »*, Lausanne, Les Éditions Page Deux.
- BONIFACE Pascal, 2017**, *La géopolitique*, 4^e édition, Paris, Eyrolles.
- BURGAT François, 1988**, *L'islamisme au Maghreb: la voix du Sud*, Paris, Karthala.
- BURGAT François, 2007**, *L'Islamisme en face*, Paris, La Découverte.
- CHALIAND Gérard et BLIN Arnaud, 2007**, *The History of Terrorism: From Antiquity to Al Qaeda*, Berkeley/Los Angeles/London, University of California Press.
- CILLIERS Jakkie, 2004**, « L'Afrique et le terrorisme », *Afrique contemporaine*, 209, p. 81-100.
- DANIEL Serge, 2012**, *AQMI: l'industrie de l'enlèvement*, Paris, Fayard.
- DAVID Charles-Philippe (dir.), 2006**, *Le 11 Septembre 2001, cinq ans plus tard*, Québec : Éditions du Septentrion.
- DE MONTBRIAL Thierry et DEFARGES Philippe Moreau (dir.), 2006**, *Rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies (RAMSES) 2006: 60 ans après la guerre, un monde en recomposition*, Paris, IFRI.
- DINGWERTH Klaus, 2007**, *The New Transnationalism: Transnational Governance and Democratic Legitimacy*, New York/London, Palgrave Macmillan.
- DUPUIS Laurent, 2014**, « Les 18 principaux groupes islamistes armés dans le monde », *La Croix* [en ligne], URL : < <https://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Les-18-principaux-groupes-islamistes-armes-dans-le-monde-2014-09-23-1210674> >, consulté le 10 juin 2019.
- ELA, Jean-Marc, 1990**, *Quand l'État pénètre en brousse... Les ripostes paysannes à la crise*, Paris, Karthala.
- ELLIS, Stephen, 1995, (dir.)**, *L'Afrique maintenant*, Paris, Karthala.
- FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES LIGUES DES DROITS DE L'HOMME (FIDH), 2015**, *Nigeria: les crimes de masse de Boko Haram*, Paris, FIDH.
- FONDS DES NATIONS UNIES POUR LA SÉCURITÉ HUMAINE (FNUSH), 2009**, *La sécurité humaine en théorie et en pratique*, New York, Nations Unies.
- GALTUNG Johan, 2005**, *Pax Pacifica: Terrorism, the Pacific Hemisphere, Globalisation and Peace Studies*, London/Boulder, Pluto Press/Paradigm Publishers.
- GAUCHET Marcel, 1998**, *La religion dans la démocratie, parcours de la laïcité*, Paris, Gallimard.
- GIBBAUD Pauline, 2014**, *Boko Haram: Histoire d'un islamisme sahélien*, Paris, L'Harmattan.
- GIRI Jacques, 1986**, *L'Afrique en panne: vingt-cinq ans de « développement »*, Paris, Karthala.
- HABERMAS Jürgen, 2002**, *Religion and Rationality: Essays on God, Reason and Modernity*, Cambridge/Oxford, Polity Press/Blackwell Publishers Ltd.
- HAGHIGHAT Chapour, 1985, 1979**: *Iran, la révolution islamique*, Bruxelles, Éditions Complexe.
- HALPERN Catherine et RUANO-BORBALAN Jean-Claude (dir.), 2004**, *Identité(s) : l'individu, le groupe, la société*, Cedex, Sciences Humaines Éditions.
- HARTMANN Eddie, 2017**, « Violence : Constructing an Emerging Field of Sociology », *International Journal of Conflict and Violence*, 11, p. 1-9.

- HENNEBEL Ludovic et VANDERMEERSCH Damien (dir.), 2009**, *Juger le terrorisme dans l'État de droit*, Bruxelles, Bruylant.
- HOFFMANN Bruce, 1999**, *La mécanique terroriste*, Paris, Calman-Lévy.
- HOUNGNIKPO Mathurin, 2004**, *L'illusion démocratique en Afrique*, Paris, L'Harmattan.
- HUGON Philippe, 2003**, *L'économie de l'Afrique*, 4^e édition, Paris, La Découverte.
- HUNT Lynn, 2018**, *History: Why It Matters*, Oxford, Polity Press.
- HUNTINGTON Samuel Philips, 2000**, *Le choc des civilisations*, trad. de l'anglais par Jean-Luc Fidel, Geneviève Joublain, Patrice Jorland et Jean-Jacques Pédussand, Paris, Odile Jacob.
- IGNACIO Ramonet, 2002**, *Guerres du XXI^e siècle*, Paris, Galilée.
- INTERNATIONAL CRISIS GROUP (ICG), 2016**, *Cameroon: Confronting Boko Haram*, Africa Report, 241, Brussels, ICG.
- KAYA Ayhan, 2009**, *Islam, Migration and Integration: the Age of Securitization*, London, Palgrave Macmillan.
- KEPEL Gilles, 2008**, *Beyond Terror and Martyrdom. The Future of the Middle East*, Cambridge/Massachusetts/London, Harvard University Press.
- KI-ZERBO Joseph, 1978**, *Histoire de l'Afrique noire, d'hier à demain*, Paris, Hâtier.
- KOUGNOU Léon, 2016**, *Boko Haram: parti pour durer*, Paris, L'Harmattan.
- LAGRANGE Hugues, 2011**, « Sécularisation et désécularisation », *Esprit*, 372(2), p. 88-90.
- LAMCHICHI Abderrahim, 1997**, « Islamisme et violence politique », *Confluences Méditerranée*, 20, p. 9-21.
- LATOUCHE Serge, 2007**, *Entre mondialisation et décroissance : l'autre Afrique*, Lyon, Éditions À plus d'un titre.
- LEGRAIN Jean-François, 1990**, « Mobilisation islamiste et soulèvement palestinien, 1987-1988 », in KEPEL Gilles et YANN Richard (dir.), *Intellectuels et militants de l'Islam contemporain*, Paris, Seuil, p. 131-166.
- LEYMARIE Philippe, 2018**, « G5 Sahel : une coopération régionale pour s'émanciper de la France », *Le Monde Diplomatique* [en ligne], URL : < <https://www.monde-diplomatique.fr/2018/07/LEYMARIE/58794> >, consulté le 10 juin 2019.
- MATHIEU Lilian, 2004**, *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*, Paris, Les Éditions Textuel.
- MBEMBE Achille, 2000**, *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala.
- MENNER Scott, 2014**, « Boko Haram's Regional Cross-Border Activities », *Combating Terrorism Center Sentinel*, 7(10), p. 10-14.
- MOWLE Thomas, 2007**, *Hope is not a plan: the war in Iraq from inside the Green Zone*, Westport, Greenwood Publishing Group.
- MOYO Dambissa, 2009**, *L'aide fatale: les ravages d'une aide inutile et de nouvelles solutions pour l'Afrique*, trad. de l'anglais par André Zavriew, Paris, JC Lattès.
- NEMO Philippe, 2005**, *Qu'est-ce que l'Occident ?* Paris, PUF.
- NGOUPANDÉ Jean-Paul, 2003**, *L'Afrique face à l'Islam*, Paris, Albin Michel.
- NINO Garabaghi, 2010**, *Les espaces de la diversité culturelle. Du multilatéralisme au multiculturalisme régional*, Paris, Karthala.
- NTUDA ÉBODÉ Joseph Vincent (dir.), 2010**, *Terrorisme et piraterie : de nouveaux enjeux sécuritaires en Afrique centrale*, Yaoundé, Presse Universitaires d'Afrique.

NYIRURUGO Marie Vianney, 2007, « La Cour Pénale Internationale et le terrorisme international : le problème de compétence *ratione materiae* », *Congo Forum* [en ligne], URL : <<http://www.congo-forum.be/upldocs/La%20Cour%20P%C3%A9nale%20Internationale%20et%20le%20terroris.pdf>>, consulté le 10 juin 2019.

OJOCHENEMI James David et al. (2015), *Boko Haram: the Socio-Economic Drivers*, New York, Springer.

OULD HAMED Moussa, 2006, « Menace terroriste en Mauritanie : un cas d'école », *L'Année du Maghreb*, II, p. 337-343.

OWONO Jacques Fulbert, 2017, *Terrorisme ou paraterrorisme en Afrique centrale : le cas de Boko Haram au Cameroun*, Saint-Denis, *Connaissances et Savoirs*.

PARENTEAU Danic et PARENTEAU Ian, 2008, *Les idéologies politiques: le clivage gauche-droite*, Québec, Presses de l'université du Québec.

RAL Nöemi, 2009, *La stratégie sécuritaire des États-Unis dans la corne de l'Afrique depuis le 11 septembre 2001*, Montréal, Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité.

RASAQ Monsuru, 2016, *Impact of Boko Haram Insurgency on Nigeria's Relations with its Neighbours*, GRIN Verlag.

RONDOT Philippe, 1980, *La Jordanie*, Paris, PUF.

ROY Olivier, 1996, « Groupes de solidarité au Moyen-Orient et en Asie centrale : États, territoires et réseaux », *Les Cahiers du CERJ*, 16, p. 3-47.

ROY Olivier, 1999, « Le post-islamisme », *Revue des Mondes Musulmans et de la Méditerranée*, 85-86, p. 11-30.

SAÏBOU Issa, 2014, « En guise d'introduction: des effluves au théâtre d'opérations, une région en récession », *Kaliao, Revue Pluridisciplinaire de l'École Normale Supérieure de Maroua*, Vol. Spécial, p. 8-11.

SAMBO Armel, 2017, « La cohérence des coalitions interrégionales pour lutter contre le terrorisme en Afrique subsaharienne : cas de la Force multinationale mixte de la CBLT contre la secte Boko Haram », *Afrique et Développement*, XLII(3), p. 137-155.

SEIB Philip et JANBEK Dana, 2011, *Global Terrorism and New Media: the post Al-Qaeda generation*, New York, Routledge.

SEIGNOBOS Christian, 2014, « Boko Haram: innovations guerrières depuis les monts Mandara. Cosaquerie motorisée et islamisation forcée », *Afrique Contemporaine*, 252, p. 149-169.

SMITH Mike, 2015, *Boko Haram: Inside Nigeria's Unholy War*, London/New York, I.B. Tauris.

SMOUTS Marie-Claude et al., 2006, *Dictionnaire des relations internationales*, Paris, Dalloz.

THURSTON Alexander, 2017, *Boko Haram: The History of an African Jihadist Movement*, Princeton, Princeton University Press.

VÉRON Jean-Bernard, 2009, « La Somalie : un cas désespéré ? », *Afrique Contemporaine*, 232, p. 97-113.

VERTOVEC Steven, 2009, *Transnationalism*, London/New York, Routledge.

WALLERSTEIN Immanuel, 2004, *World-System Analysis: An Introduction*, Durham/London, Duke University Press.

ZEGHAL Malika, 2002, « Les États-Unis et l'islam politique », *Archives de Sciences Sociales des Religions*, 120, p. 50-60.

ZENN Jacob, 2014, « Boko Haram: recruitment, financing and arms trafficking in the Lake Chad region », *Combating Terrorism Center Sentinel*, 7(10), p. 5-10.